

**APPEL A PROJETS « Nérée 3 »**

**VALORISATION DU PATRIMOINE MARITIME REGIONAL D’OCCITANIE**

**Contexte**

Avec plus de 200 km de façade maritime, la région Occitanie est résolument tournée vers la mer. Source de dynamisme économique et d’enjeux environnementaux, le littoral régional est aussi une terre d’Histoire, au patrimoine riche, parfois menacé.

Dans son acte III, le Parlement de la Mer a retenu comme thématique prioritaire « Identité, Culture et Patrimoine » avec pour intention de valoriser l’histoire, la culture et le patrimoine maritime afin de créer une véritable identité maritime de l’Occitanie. C’est pourquoi, la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, via le Parlement de la Mer et dans le droit fil du Plan Littoral 21 accompagne les porteurs de projets s’engageant dans des actions de valorisation du patrimoine maritime régional.

La Région souhaite maintenir et renforcer la préservation ainsi que la connaissance de ce patrimoine en soutenant plusieurs types de projets portant sur :

* le **patrimoine immatériel** : par ce terme, on identifie **l’ensemble des pratiques, expressions ou représentations que la communauté maritime régionale reconnaît comme faisant partie de son patrimoine, parce qu’elles procurent un sentiment de continuité et d’identité. Ces pratiques concernent principalement les expressions et traditions orales, les pratiques sociales, les rituels, les événements festifs, les savoir-faire et pratiques relevant des métiers liés à la mer (gastronomie, matelotage…), les techniques et savoir-faire artisanaux.** L’implication des personnes ou groupes porteurs de ces pratiques culturelles immatérielles est la condition première de la sauvegarde du patrimoine maritime régional **;**
* le **patrimoine mobilier** : par ce terme, on identifie l’ensemble des biens culturels maritimes, hors mobilier classé/inscrit Monuments historiques ou issu d’une collection publique. Cela comprend les bateaux à gréement traditionnel de Méditerranée, ex-votos, marines, photos, films et objets liés aux activités professionnelles, sociales et culturelles.

**Objectifs**

Les objectifs de cet appel à projets sont les suivants :

* Soutenir les initiatives qui contribuent à la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine culturel maritime régional ;
* Permettre au patrimoine maritime régional de jouer pleinement son rôle de lien social et d’outil au service du mieux vivre ensemble en Occitanie ;
* Renforcer l’attractivité culturelle et touristique des activités liées au littoral régional au travers de son patrimoine culturel maritime ;
* Valoriser les partenariats des acteurs œuvrant dans le domaine du patrimoine maritime.

**Critères d’éligibilité**

* projet portant sur des biens patrimoniaux maritime immatériel ou matériel d’Occitanie ;
* réalisation d’une médiation et/ou d’une programmation dédiée au projet pour le grand public ;
* inscription du projet dans une complémentarité avec l’environnement local (partenariats techniques, financiers, culturels et touristiques) ;
* Autofinancement de 20% minimum ;
* cofinancement obligatoire apporté à l’opération par d’autres partenaires ;
* compétences et expériences avérées des personnes intervenant sur le patrimoine maritime matériel (obligations de fournir curriculum vitae de chaque personne et expériences antérieures).

**Sélection**

Il sera tenu compte uniquement des projets, actions et évènements n’ayant pas encore eu lieu à la date de sélection de projet.

Les projets soumis seront examinés au regard des critères suivants :

* la cohérence du dialogue instauré entre l’association porteuse du projet et la communauté des gens de mer concernée par le projet ;
* l’aptitude du porteur de projet : intégration dans un projet global de valorisation du patrimoine culturel maritime régional, partenariats existants avec d’autres structures du monde maritime, références techniques, partenariats culturels et/ou touristiques, moyens humains ;
* le plan de médiation et des actions de valorisation du projet indiquant les partenariats avec les acteurs culturels et touristiques locaux pour médiatiser le patrimoine maritime valorisé ;
* la dimension régionale ou expérimentale du projet ou du bien patrimonial concerné ;
* la capacité du projet à générer des ressources et à s’appuyer en priorité sur l’économie locale pour la mise en œuvre des actions ;
* les objectifs de fréquentation chiffrés et la diversité des publics visés (public régional et visiteurs) ;
* l’inscription du projet dans une démarche de développement durable en respect des règles environnementales.

**Bénéficiaires**

L’appel à projets s’adresse aux associations : personnes morales de droit privé dont le siège social se trouve en Occitanie.

**Nature des projets**

Les projets pourront être de nature suivante :

* Projets de restauration et de valorisation d’éléments du patrimoine culturel maritime régional non protégés ;
* Projets de valorisation, de sensibilisation au patrimoine maritime immatériel et matériel régional : **traditions orales, pratiques sociales, rituels, événements festifs, savoir-faire, biens maritimes immergés, techniques et pratiques relevant du monde de la mer.**

**L’aide financière régionale**

***Dépenses éligibles :***

L’intervention financière de la Région Occitanie est une aide, en investissement, sélective, dédiée aux projets de qualité et dont l’ambition et l’intérêt culturel répondent aux stratégies maritimes régionales.

Le coût éligible doit être au moins égal à **1 000 € HT.**

Sont exclus de l’assiette subventionnable et donc de la dépense éligible :

* La valorisation du bénévolat et des mises à disposition en nature ;
* Les dotations aux amortissements et aux provisions ;
* Les intérêts des emprunts et les agios ;
* Les impôts et taxes foncières ;
* Le fonctionnement courant des structures ;
* Les manifestations de convivialité ne présentant pas de contenu patrimonial et culturel.

***Taux de financement :***

Les dossiers seront classés selon une grille d’analyse basée sur les critères de sélection ci-dessus. La somme des dossiers retenus ne dépassera pas l’enveloppe prévue pour l’appel à projet de **60 000 €.**

Un projet soutenu dans le cadre de cet appel à projets ne pourra bénéficier d’aucun autre financement de la part de la Région pour la même initiative.

Par ailleurs, le montant de l’aide allouée par la Région tiendra notamment compte :

* de la nature et de la dimension du projet ;
* des conditions de mise en œuvre de partenariat et de mobilisation des réseaux œuvrant dans le domaine du patrimoine maritime.

**Dossier de candidature**

Les candidats devront adresser à Madame la Présidente de la Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée, avant le **vendredi 15 septembre 2023 – 12h**, un dossier technique de demande de financement, de format A4, de 15 pages maximums non reliées et non agrafées, comportant :

* La fiche récapitulative du projet (**cf. Annexe 1**)
* Le budget prévisionnel du projet (**Cf. Annexe 2**) : incluant les co-financements envisagés et précisés ceux obtenus ou demandés à la date du dépôt du dossier.

**Seuls les dossiers complets pourront faire l’objet d’une instruction de la part de la Région.**

**Renseignements**

Région Occitanie - Direction de la Mer (DirMer)

Mails : [parlementdelamer@laregion.fr](mailto:parlementdelamer@laregion.fr)

**Rappel**

Les dossiers de candidature devront être parvenus avant le **vendredi 15 septembre 2023 - 12h** à :

Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée

**Appel à projet « Nérée 3 »**

Direction de la Mer

201 avenue de la Pompignane

34 064 MONTPELLIER CEDEX 2

ou déposés dans une enveloppe mentionnant **« Appel à projets Nérée 3 »** à :

Direction de la Mer – Site de Montpellier

Espace Capdeville

Odysseum

417 Rue Samuel Morse

34 000 MONTPELLIER

**Annexe 1 : Fiche récapitulative du Projet**

***DOSSIER DE DEMANDE DE FINANCEMENT***

|  |
| --- |
| **PIECES OBLIGATOIRES A JOINDRE POUR TOUS LES DEMANDEURS** |
| * Fiche d’identification du demandeur |
| * Relevé d’identité bancaire (RIB) |
| * Fiche d’identification de la demande |
| * Attestation de non-assujettissement à la TVA le cas échéant (si le budget est présenté TTC) ou d’assujettissement partiel |

1. **IDENTIFICATION DU DEMANDEUR**

Nom de la structure :

Sigle de la structure :

Nature/ statut juridique :

*🛈 Exemple : collectivité territoriale, établissement public, association…*

Raison sociale (le cas échéant) :

Numéro SIRET : code NAF (APE) :

Présentation technique du demandeur : missions générales et spécifiques, expériences, capacités de porter un projet de dimension régionale

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Coordonnées *(siège social pour les pers. morales)* | Adresse de correspondance *si différente* |
| Adresse |  |  |
| Code postal |  |  |
| Commune/pays |  |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Contact *(représentant légal)* | Référent technique ou responsable du projet *(si différent du contact)* |
| Civilité | Madame - Monsieur | Madame - Monsieur |
| Nom prénom : |  |  |
| Fonction : |  |  |
| Tél : |  |  |
| Mail : |  |  |

Régime TVA : Assujetti Non assujetti Partiellement assujetti au taux de \_\_\_\_\_\_\_ %

**II. DESCRIPTION DU PROJET**

1. NOM DE L’OPERATION
2. CALENDRIER

Date de début et fin de l’opération : du |\_|\_| / |\_||\_| /|\_||\_| au |\_|\_| / |\_||\_| /|\_||\_|

*🛈 Précisez les dates de déroulement de l’évènement, du programme… Exemple : Festival du 4 au 6 juin 2024*

1. LIEU DE L’OPERATION

4- DESCRIPTION TECHNIQUE DE L’OPERATION – doit-être présentée dans un document joint avec les éléments suivant :

* Note d’intention et présentation du projet : missions générales et spécifiques, dimension régionale, axes forts du projet (actualités, nouveautés, etc.) ;
* Présentation des moyens et méthodes mises à disposition pour la réalisation du projet ;
* Pour la restauration de mobilier : la description détaillée des interventions prévues ainsi que les techniques et matériaux retenues (avec *curriculum vitae* des personnes intervenant sur le bien maritime et les expériences antérieures) ;
* Présentation des partenariats (en précisant les partenariats envisagés et ceux qui sont acquis à la date du dépôt du dossier).

1. BUDGET PREVISIONNEL : **Cf. Annexe 2**

**ATTESTATION SUR L’HONNEUR**

Je soussigné(e)\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, en qualité du signataire et représentant légal (ou signataire avec délégation du représentant légal), sollicite une aide de la Région destinée à la réalisation du programme d’actions ou de l’opération intitulée « \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ».

Rappel du montant de l’aide régionale sollicitée : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ €,

Pour un coût total de l’opération de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ € HT/TTC.

J'atteste sur l'honneur :

* L’exactitude des renseignements de la demande de financement et du budget prévisionnel du programme d’actions ou plan de financement de l’opération,
* Que les dépenses mentionnées dans le plan de financement ou budget prévisionnel s’appuient sur des résultats de consultations d’entreprises, ou si le projet ne donne pas lieu à un marché public, sur des devis, factures pro-forma…
* Être en conformité avec mes obligations fiscales et/ou sociales
* Ne pas avoir sollicité d’autres ressources publiques et privées que celles présentées dans le présent dossier,
* Ne pas faire l’objet d’une procédure collective (ex : redressement, liquidation…) liée à des difficultés économiques, et ne pas être considéré comme une entreprise en difficulté au regard de la réglementation européenne des aides d’Etat,
* *[pour les associations et les fondations autre que celles agréées et  les associations et fondations reconnues d'utilité publique.]* que l’association souscrit au contrat d’engagement républicain annexé au décret pris pour l’application de l’article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Je m’engage à:

* Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération ou du programme d’actions,
* Informer le service instructeur en cas de modification du programme d’actions, de l’opération ou de son déroulement (ex : période d’exécution, localisation de l’opération, engagements financier, données techniques…) y compris en cas de changement de ma situation (fiscale, sociale…), de ma raison sociale, etc.
* Informer la Région de tout changement dans ma situation juridique, notamment toute modification des statuts, dissolution, fusion, toute procédure collective en cours et plus généralement de toute modification importante susceptible d’affecter le fonctionnement de la personne morale (ou physique).
* Appliquer les dispositions de l’article L 1211-1 du code de la commande publique  [pour les structures considérées comme pouvoirs adjudicateurs]
* Tenir une comptabilité pour tracer les mouvements comptables de l’opération
* Dûment justifier les dépenses en cas d’attribution du financement
* Faire état de la participation de la Région en cas d’attribution du financement
* Me soumettre à tout contrôle technique, administratif, comptable et financier, et communiquer toutes pièces et informations en lien avec le programme d’actions ou l’opération.

Le non-respect de ces obligations est susceptible de conduire à l’inéligibilité de mon dossier ou à un non-versement ou un reversement partiel ou total du financement régional.

Fait à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_\_\_\_\_

Cachet et signature du demandeur (représentant légal ou délégué)

Fonction du signataire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Annexe 2 : Budget Prévisionnel du Projet**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **CHARGES** | **Montant** | **PRODUITS** | **Montant** |
| **60 - Achats** | **€** | **70 - Ventes de produits finis, prestations de services** | **€** |
| Achats d'études et de prestations de services |  | Marchandises |  |
| Achats non stockés de matières et fournitures |  | Prestations de services |  |
| Fournitures d'entretien et de petit équipement |  | Produits des activités annexes |  |
| Fournitures administratives |  | Autres |  |
| Autres |  | **74 - Subventions obtenues** | **€** |
| **61 - Services extérieurs** | **€** | Etat |  |
| Sous-traitance générale |  | Région |  |
| Locations mobilières et immobilières |  | Département |  |
| Entretien et réparation |  | Communes |  |
| Assurances |  | Fonds européens |  |
| Documentation |  | Autres |  |
| Autres |  | **74 – Subventions demandées** | **€** |
| **62 - Autres services extérieurs** | **€** | Etat |  |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires |  | Région |  |
| Publicités, publications |  | Département |  |
| Déplacements, missions et réceptions |  | Communes | € |
| Frais postaux et de télécommunication |  | Fonds européens |  |
| Services bancaires |  | Autres |  |
| Autres |  | **75 - Autres produits de gestion courante** | **€** |
| **63 - Impôts et taxes** | **€** | Cotisations courantes |  |
| Impôts et taxes sur rémunérations |  | Autres |  |
| Autres impôts et taxes |  | **76 - Produits financiers** | **€** |
| **64 - Charges de personnel** | **€** | **77 - Produits exceptionnels** | **€** |
| Rémunérations du personnel |  | Sur opération de gestion |  |
| Charges sociales |  | Sur exercices antérieurs |  |
| Autres charges de personnel |  | **78 - Reprise sur amortissements et provisions** | **€** |
| **65 - Autres charges de gestion courante** | **€** |  |  |
| 66 - Charges financières |  |  |  |
| 67 - Charges exceptionnelles |  |  |  |
| 68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements |  |  |  |
| **SOUS TOTAL** | **€** | **SOUS TOTAL** | **€** |
| **86 - Emploi des contributions volontaires en nature** | **€** | **87 - répartition par nature des ressources** | **€** |
| Secours en nature |  | Secours en nature |  |
| Mise à disposition gratuite des biens et prestations |  | Mise à disposition gratuite des biens et prestations |  |
| Personnels bénévoles |  | Personnels bénévoles |  |
| **TOTAL DES CHARGES PREVISIONNELLES HT ou TTC (à préciser)** | **€** | **TOTAL DES PRODUITS PREVISIONNELS HT ou TTC (à préciser)** | **€** |